



# Association Internationale des Villes Éducatrices

## Mémoire annuel

Exercice 2015



**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES EDUCATRICES**

N° d'Inscription

15816

**BILANS SIMPLIFIÉS exercices 2015 et 2014**  
**(en euros)**

<b>ACTIF</b>	<b>NOTES DU MÉMOIRE</b>	<b>EXERCICE 2015</b>	<b>EXERCICE 2014</b>
<b>A) ACTIF COURANT</b>		<b>948.327,22</b>	<b>834.657,41</b>
I. Utilisateurs, sponsors et débiteurs des activités et autres comptes à encaisser	5	48.062,67	166.651,79
1. Utilisateurs et débiteurs pour ventes et prestation de services	5	47.979,68	86.077,64
2. Actifs pour impôts courants et autres crédits avec les Administrations Publiques	5	82,99	80.574,15
II. Investissement financiers à court terme	5	425.000,00	0,00
III. Espèces et autres actifs liquides équivalents		475.264,55	668.005,62
<b>TOTAL ACTIF (A)</b>		<b>948.327,22</b>	<b>834.657,41</b>
<b>PATRIMOINE NET ET PASSIF</b>	<b>NOTES DU MÉMOIRE</b>	<b>EXERCICE 2015</b>	<b>EXERCICE 2014</b>
<b>A) PATRIMOINE NET</b>		<b>928.912,19</b>	<b>818.227,41</b>
A-1) Fonds propres	7	928.912,19	818.227,41
I. Excédents d'exercices précédents		818.227,41	686.700,16
II. Excédent de l'exercice (positif ou négatif)		110.684,78	131.527,25
<b>B) PASSIF NON COURANT</b>		<b>0,00</b>	<b>1.864,00</b>
I. Provisions à long terme	10	0,00	1.864,00
<b>C) PASSIF COURANT</b>		<b>19.415,03</b>	<b>14.566,00</b>
III. Créanciers pour activités et autres comptes à payer	6	15.730,03	14.566,00
1. Créanciers divers		12.055,75	10.749,08
2. Frais de Personnel (paiements ajournés)	10	926,97	0,00
3. Passif pour impôts (courant et autres dettes avec les Administrations Publiques)		2.747,31	3.816,92
VI. Periodisations à court terme		3.685,00	
<b>TOTAL PATRIMOINE NET ET PASSIF (A+B)</b>		<b>948.327,22</b>	<b>834.657,41</b>

## ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES EDUCATRICES

Número d'Inscription

15816

<b>COMPTE DE RÉSULTATS SIMPLIFIÉS(en euros) 2015 et 2014</b>			
	NOTES DU MÉMOIRE	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014
<b>1. Recettes pour les activités</b>		273.679,50	305.055,50
a) Ventes et prestations de services		190.479,50	224.855,50
b) Subventions, donations et autres rentrées	8	83.200,00	80.200,00
<b>2. Approvisionnements</b>	11.3	-7.319,82	-15.773,69
<b>3. Frais de personnel</b>	11.4	-39.986,74	-34.420,76
<b>4. Autres frais d'exploitation</b>		-115.623,95	-128.660,53
a) Services extérieurs	11.5	-93.409,33	-130.190,53
a1) Services bancaires		-1.242,34	-1.319,76
a2) Autres services		-92.166,99	-128.870,77
b) Pertes, détérioration et variation des provisions, pour opérations des activités	5 i 11.6	-22.214,62	1.530,00
<b>6. Autres résultats</b>	11.8	0,00	3.497,94
<b>A) RÉSULTAT DE L'EXPLOITATION (1+2+3+4+5+6)</b>		<b>110.748,99</b>	<b>129.698,46</b>
<b>7. Recettes financières</b>		16,38	2.850,45
<b>8. Frais financiers</b>		0,00	-60,00
<b>9. Différences de change</b>	4.2	-76,49	-249,05
<b>B) RÉSULTAT FINANCIER (7+8+9)</b>		<b>-60,11</b>	<b>2.541,40</b>
<b>C) RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>		<b>110.688,88</b>	<b>132.239,86</b>
<b>10. Impôts sur bénéfices</b>	9	-4,10	-712,61
<b>D) RÉSULTAT DE L'EXERCICE(C+10)</b>		<b>110.684,78</b>	<b>131.527,25</b>

## États des changements survenus dans le Patrimoine net

### Exercice 2015 ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES EDUCATRICES

	Excédents exercices précédents	Excédents de l'exercice	TOTAL
<b>A. SOLDE, FIN DE L'ANNÉE 2013</b>	<b>560.175,17</b>	<b>126.524,99</b>	<b>686.700,16</b>
I. Ajustements pour changements de critère 2013 et précédents			
II. Ajustements per erreurs 2013 et précédents			0,00
<b>B. SOLDE AJUSTÉ, DÉBUT DE L'ANNÉE 2014</b>	<b>560.175,17</b>	<b>126.524,99</b>	<b>686.700,16</b>
I. Excédent de l'exercice		131.527,25	131.527,25
II. Total recettes et frais reconnus dans le patrimoine net			
III. Opérations de patrimoine net			
1. Augmentations de fonds provenant de dotations/fonds sociaux/fonds spéciaux			
2. (-) Réductions de fonds provenant de dotations/fonds sociaux/fonds spéciaux			
3. Conversion des passif financiers et patrimoine net (remise des dettes)			
4. Autres apports			
IV. Autres variations du patrimoine net	126.524,99	-126.524,99	0,00
<b>C. SOLDE, FIN DE L'ANNÉE 2014</b>	<b>686.700,16</b>	<b>131.527,25</b>	<b>818.227,41</b>
I. Ajustements pour changement de critère 2014			
II. Ajustements per erreurs 2014			0,00
<b>D. SOLDE AJUSTÉ, DÉBUT DE L'ANNÉE 2015</b>	<b>686.700,16</b>	<b>131.527,25</b>	<b>818.227,41</b>
I. Excédent de l'exercice		110.684,78	110.684,78
II. Total recettes et frais reconnus dans le patrimoine net			0,00
III. Opérations de patrimoine net			
1. Augmentations de fonds provenant de dotations/fonds sociaux/fonds spéciaux			
2. (-) Réductions de fonds provenant de dotations/fonds sociaux/fonds spéciaux			
3. Conversion des passif financiers et patrimoine net (remise des dettes)			
4. Autres apports			0,00
IV. Autres variations du patrimoine net	131.527,25	-131.527,25	0,00
<b>C. SOLDE, FIN DE L'ANNÉE 2015</b>	<b>818.227,41</b>	<b>110.684,78</b>	<b>928.912,19</b>

# Mémoire annuel. Exercice 2015

## 1. ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION

La dénomination en espagnol de l'entité est Asociación Internacional de Ciudades Educadoras, en anglais International Association of Educating Cities et en français Association Internationale des Villes Éducatrices.

Cette Association est une association de gouvernements locaux sans but lucratif, ayant sa propre personnalité juridique.

Le siège social et fiscal est : Avinyó n° 15, à Barcelone.

Son Code d'Identification fiscal est : G61045605.

L'AIVE a été inscrite au Registre gouvernemental des Associations le 26 septembre 1994, sous le n° 15816/1, et apparaît à la rubrique suivante :

Classement général : enseignement, formation et recherche

L'objet social de l'entité est de faire respecter les principes établis par la Charte des Villes éducatrices et plus précisément de :

- a) Proclamer et réclamer l'importance de l'éducation dans la ville ;
- b) Mettre l'accent sur les facettes éducatives des projets politiques des villes associées ;
- c) Promouvoir, inspirer, fomentier, veiller au respect des principes recueillis dans la Charte des Villes éducatrices (Déclaration de Barcelone) dans les villes membres, ainsi que conseiller et informer les membres sur leur promotion et leur implantation ;
- d) Représenter les associés lors de l'exécution des fins associatives, en contactant et collaborant avec les organisations internationales, États, institutions territoriales de tous types, de manière à ce que l'AIVE soit un interlocuteur valable et significatif au cours des processus d'influence, de négociation, de décision et de rédaction ;
- e) Se mettre en rapport et collaborer avec d'autres associations, fédérations, groupements ou réseaux territoriaux, plus particulièrement des villes, dans les champs d'action similaires, complémentaires ou concurrents ;
- f) Coopérer dans tous les domaines territoriaux, dans le cadre des buts de la présente association ;
- g) Impulser l'adhésion à l'Association de villes du monde entier ;

- h) Impulser l'approfondissement du concept de Ville éducatrice et ses applications concrètes dans les politiques des villes, grâce à des échanges, des rencontres, des projets communs, des congrès et toutes les activités et initiatives qui renforceront les liens entre les villes associées, dans le domaine des délégations, réseaux territoriaux et autres groupements.

Au cours de l'année 2015, nous avons travaillé sur :

- L'extension de l'AIVE à de nouvelles villes, et nous avons obtenu l'adhésion de 12 nouvelles villes de 4 pays différents.
- Le soutien aux divers réseaux territoriaux pour la consolidation de l'Association, et des actions de diffusion pour son extension dans des territoires où l'AIVE a une faible implantation.
- Le conseil aux nouvelles équipes municipales résultant des processus électoraux municipaux qui se sont produits cette année en Argentine, en Colombie, en Espagne, en Italie, au Maroc, au Mexique, et en Uruguay.
- La préparation et la diffusion du XIV<sup>e</sup> Congrès international des Villes éducatrices prévu à Rosario, en Argentine, du 1<sup>er</sup> au 4 juin. À cet égard, l'appel à projets a signifié l'arrivée de plus de 330 expériences de 110 villes différentes lesquelles ont été analysées. Supervision et travaux de support à l'organisation.
- La mise à jour de l'information du nouveau portail de l'Association. Nous avons créé 300 pages de villes associées dans le cadre du portail.
- La diffusion du 5<sup>ème</sup> exemplaire de la collection de monographies « Ville, Inclusion sociale et Éducation » auprès des bibliothèques et des universités du monde entier, ainsi que des bulletins n<sup>os</sup> 20, 21 et 22. Nous avons aussi commencé l'envoi d'une *newsletter* électronique.
- La diffusion périodique de bonnes pratiques (expériences) via la Banque internationale de Documents des Villes éducatrices, que l'on peut consulter sur le portail de l'AIVE ([www.edcities.org](http://www.edcities.org)) ; on a poursuivi le travail avec la publication en ligne des « Zoom sur Expérience ».
- L'exposition itinérante « Villes éducatrices. Actions locales. Valeurs globales » et l'exposition « Villes éducatrices, les principes en action » ont été présentées dans diverses villes : São Carlos (Brésil), Esquel, Godoy Cruz, Pergamino, Río Cuarto, Rosario et Totoras (Argentine) et Montevideo (Uruguay). D'autre part, l'exposition du Réseau portugais a été présentée à Loulé, Fundao, Pombal, Santarem et Silves.

- L'impulsion de la création d'un groupe de travail des villes membres du Nord de l'Europe.
- L'attention aux nombreuses délégations de villes, aux experts et aux étudiants intéressés par l'AIVE et ses activités.

Les activités de l'association ont pour objectif d'offrir ses services à ses membres, qui se composent intégralement de gouvernements locaux à l'échelle mondiale.

## **2. BASES DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS**

### **2.1.- Image fidèle**

Les comptes annuels de l'exercice 2015 ont été préparés à partir des registres comptables de l'Association et se présentent conformément à la législation de la Generalitat de Catalogne en matière de fondations et d'associations :

- La Loi 4/2008, du 24 avril, du livre troisième du Code civil de Catalogne, titres I et III, et leurs modifications ultérieures, ainsi que les articles 51 et 52 de la Loi 5/2001, du 2 mai, sur les Fondations qui se maintiennent en vigueur ;
- Le Décret 37/1987, du 29 janvier, par lequel a été approuvée l'Instruction pour l'organisation et le fonctionnement du protectorat de la Generalitat sur les fondations privées de Catalogne.

En matière comptable, l'Association est régie par le Décret 259/2008, du 23 décembre, par lequel a été approuvé le Plan comptable des fondations et associations assujetties à la législation de la Generalitat de Catalogne, conformément aux modifications successives s'il y a lieu, afin de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'Association.

Il n'y a eu aucune raison exceptionnelle pour laquelle, afin de donner une image fidèle de l'Association, il ait été appliqué d'autres dispositions légales en matière comptable et d'influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Association.

Si l'on s'en tient à ce qui est prévu par l'article 3 du Plan comptable des Fondations et Associations, l'Association possède la qualité d'entité de dimension réduite et présente par conséquent des comptes annuels simplifiés, les conditions suivantes ayant été atteintes aux 31 décembre 2015 et 2014 :

- Le total des postes de l'actif ne dépasse pas un montant de 1 million d'euros.
- Le montant du volume annuel des recettes ordinaires ne dépasse pas un montant de 2 millions d'euros.

- Le nombre moyen d'employés pendant l'exercice n'a pas été supérieur à 10.

## 2.2.-Principes comptables

Pour pouvoir donner une image fidèle, il n'y a eu aucune raison exceptionnelle justifiant le manque d'application d'un principe comptable obligatoire.

D'autres principes comptables non obligatoires n'ont pas été appliqués afin de donner une image fidèle.

## 2.3.- Aspects critiques de l'évaluation et de l'estimation de l'incertitude

Il n'existe ni codes ni données sur l'estimation de l'incertitude à la date de clôture de l'exercice associés à un risque important, ou pouvant représenter des changements significatifs de la valeur des actifs et des passifs.

Il n'y a pas eu de changements des estimations comptables qui soient significatifs et/ou affectent l'exercice actuel, ou qui puissent affecter les exercices futurs.

La direction n'est au courant d'aucune incertitude importante, relative à des événements ou des conditions pouvant susciter des doutes significatifs quant à la possibilité que l'institution continue à fonctionner en toute normalité.

## 2.4.- Comparaison de l'information

Il n'existe aucune cause empêchant la comparaison des chiffres inclus dans les comptes annuels de l'exercice 2015 avec les chiffres d'exercices précédents, à l'exception du cas suivant :

Il n'y a pas des chiffres comparatifs quant à la période moyenne de paiement aux fournisseurs pour l'exercice 2014 car il s'agit d'une modification dans la législation, par conséquent les présents Comptes Annuels seront retenus comme initiales à cet égard.

## 2.5.- Éléments recueillis dans différents postes

Il n'existe pas d'éléments patrimoniaux dont le montant soit enregistré dans deux ou plusieurs postes du bilan.

## 3. APPLICATION DES RÉSULTATS

Le Comité exécutif a présenté le présent projet d'application des excédents de l'exercice 2015 à l'Assemblée générale ordinaire :



Bases de répartition	Montant
Excédent de l'exercice.....	110.684,78
<b>Total.....</b>	<b>110.684,78</b>

  

Application	Montant
À excédents des exercices précédents.....	110.684,78
<b>Total.....</b>	<b>110.694,78</b>

Le résultat de l'exercice est libre d'impôts.

L'impôt résultant de l'exercice est de 4,10 euros (voir note 9).

#### 4. NORMES D'ENREGISTREMENT ET D'ÉVALUATION

Les critères comptables appliqués en ce qui concerne les différents postes sont les suivants :

##### 4.1.- Instruments financiers

###### Actifs financiers

**Actifs financiers non courants et autres actifs financiers.** Lorsqu'ils sont initialement reconnus, ils sont comptabilisés pour leur valeur raisonnable plus, sauf dans le cas des actifs financiers à valeur raisonnable avec modification des résultats, les coûts de transaction qui sont directement imputables.

Dans le bilan de situation, les actifs financiers sont classés en courants et non courants, selon que leur échéance sera moins/égale ou supérieure/ultérieure à douze mois.

**Prêts et comptes à encaisser.** Actifs financiers non dérivés, l'encaissement desquels sont fixes ou déterminables non négociés dans un marché actif.

Après leur reconnaissance initiale, leur « coût amorti » sera évalué, en utilisant pour sa détermination la méthode du « taux d'intérêt effectif ».

Par « coût amorti », on entend le coût d'acquisition d'un actif ou d'un passif financier, moins le remboursement du principal et corrigé (en plus ou en moins, selon le cas) par la partie imputée systématiquement aux résultats de la

différence entre le coût initial et la valeur correspondante de remboursement de l'échéance. Dans le cas des actifs financiers, le coût amorti comprend en outre les corrections de sa valeur motivées par la détérioration qu'ils auront subie.

Le taux d'intérêt effectif est le type d'actualisation qui égale exactement la valeur d'un instrument financier à la totalité de ses flux d'effectif estimés pour tous les concepts tout au long de leur vie rémanente.

Les dépôts et les cautions se reconnaissent grâce au montant déboursé pour faire face aux engagements contractuels.

Sont reconnues dans le résultat de la période les dotations et rétrocessions de provisions à la suite de la détérioration de la valeur des actifs financiers, en raison de la différence entre la valeur inscrite dans les livres et la valeur actuelle des flux d'effectif récupérables.

### **Passifs financiers**

Les passifs financiers sont classés conformément au contenu des accords contractuels souscrits et compte tenu du fonds économique.

Les créanciers commerciaux ne rapportent explicitement pas d'intérêts et sont enregistrés à leur valeur nominale.

Classement des dettes entre courantes et non courantes. Dans le bilan de situation ci-joint, les dettes sont classées en fonction de leur échéance, c'est-à-dire en tant que dettes courantes pour celles dont l'échéance sera égale ou antérieure à douze mois et comme dettes non courantes pour celles dont l'échéance sera ultérieure à la période mentionnée.

### **4.2.- Transactions en monnaie étrangère**

Les soldes des débiteurs, créanciers, clients et fournisseurs, contractés en monnaie étrangère et non annulés, seront comptabilisés pour leur contre-valeur en euros, selon leur cotisation à la clôture de l'exercice, à moins que selon le principe d'importance relative, ce ne soit pas la peine de modifier leur valeur comptable, ou s'il n'existe pas d'assurance de change.

Contre-valeur en euros au moment de l'incorporation au patrimoine. Il faut appliquer celle du coût réel le jour de la liquidation de l'opération.

Si elle est positive, tant que la dette n'aura pas été annulée, la noter au compte 768 (Différences positives de change).

Les éventuelles différences de change négatives lors d'acquisitions à crédit doivent être directement enregistrées au compte 668 (Différences négatives de change). À ce titre, 76,49 euros ont été comptabilisés au cours de l'exercice. (249,05 euros en 2014.)

### 4.3.- Impôt sur les bénéfices

Les frais de l'impôt sur les bénéfices représentent la somme des frais pour impôts sur les bénéfices de l'exercice, ainsi que l'effet des variations des actifs et des passifs en raison d'impôts anticipés ou différés et de crédits fiscaux.

Les frais pour l'impôt sur les bénéfices de l'exercice se calculent en additionnant la somme de l'impôt courant résultant de l'application du type de charge sur la base imposable de l'exercice, après application des déductions fiscalement admissibles, aux variations des actifs et passifs pour impôts anticipés ou différés et crédits fiscaux, aussi bien pour les bases imposables négatives que pour les déductions.

Les actifs et les passifs résultant des impôts différés comportent les différences temporaires identifiées avec les montants prévus payables ou récupérables en raison des différences entre les montants portés sur les livres des actifs et des passifs et leur valeur fiscale, ainsi que les bases imposables négatives en attente de compensation et les crédits pour déductions fiscales non appliqués fiscalement. Ces montants sont enregistrés en appliquant la différence temporaire ou crédit correspondant au taux de change auquel on espère les récupérer ou les liquider.

Sont reconnus comme passifs pour impôts différés pour toutes les différences temporaires imposables, excepté celle de la reconnaissance initiale (sauf celle d'une combinaison d'affaires) d'autres actifs et passifs lors d'une opération qui n'affecte ni le résultat fiscal ni le résultat comptable. De leur côté, en ce qui concerne les actifs pour impôts différés, identifiés avec les différences temporaires, ils ne sont reconnus que dans le cas où il est considéré probable que l'entité aura suffisamment de gains fiscaux à l'avenir, contre lesquels ils peuvent devenir effectifs. Les autres actifs pour impôts différés (bases imposables négatives et déductions en attente de compensation) ne sont reconnus que dans le cas où il sera considéré probable que l'entité puisse avoir suffisamment de gains fiscaux à l'avenir, contre lesquels ils peuvent devenir effectifs.

À l'occasion de chaque clôture comptable, il sera procédé à la révision des impôts différés enregistrés (aussi bien actifs que passifs), afin de vérifier qu'ils sont toujours en vigueur et en y procédant aux corrections nécessaires, conformément au résultat des analyses réalisées.

### 4.4.- Recettes et frais

En général, toutes les recettes et les frais, ainsi que les intérêts générés, sont comptabilisés au moment de leur échéance, c'est-à-dire lorsqu'il se produit un courant réel des biens et services que ceux-ci représentent, indépendamment du moment où se produit le courant monétaire ou financier qui en résulte. Concrètement, les recettes sont calculées à la valeur raisonnable de la contre-prestation à recevoir et représentent les montants à encaisser pour les biens

fournis et les services laissés au cadre ordinaire de l'activité, une fois déduits les remises et les impôts.

Les recettes comprises dans l'alinéa « Ventes et prestations de services » correspondent dans leur totalité aux cotisations envoyées par les villes faisant partie de l'Association.

Les virements courants reçus des administrations publiques afin de contribuer au financement des opérations sont enregistrés pour les montants reçus, qui coïncident avec la valeur raisonnable.

#### 4.5.- Provisions et contingences

Les provisions sont reconnues au point de vue comptable lorsque se présente à l'Association une obligation présente, qu'elle soit légale, contractuelle, implicite ou tacite, en tant que résultat d'un fait passé, et qu'il soit probable que cela entraînera une sortie de ressources incorporant des bénéfices futurs, afin d'annuler cette obligation et qu'il puisse être procédé à une estimation fiable de son montant.

#### 4.6.- Subventions, donations et legs

Les subventions, donations et legs ne pouvant être réintégrés seront comptabilisés en tant que recettes directement imputées au patrimoine net et seront reconnus dans le compte de résultats comme recettes sur une base systématique et rationnelle en corrélation avec les frais résultant des frais ou de l'investissement objet de la subvention.

Les subventions, donations et legs à caractère réintégré seront enregistrés comme passifs de l'entité, jusqu'à ce qu'ils acquièrent la condition de non réintégrables.

#### 4.7.- Transactions entre parties liées entre elles

Les transactions entre parties liées entre elles seront réalisées selon leur valeur raisonnable.

### 5. ACTIFS FINANCIERS

La valeur dans les livres de chaque catégorie d'actif financier est détaillée ci-après :

Instruments financiers à court terme			
Catégorie	Classes	Crédits dérivés et autres	
		2015	2014
Actifs financiers à coût amorti		473.062,67	166.651,79
TOTAL		473.062,67	166.651,79

La catégorie d'Actifs financiers à coût amorti comprend un montant de 425.000 euros correspondent à un dépôt bancaire à court terme, qui expire le 7 janvier 2016, lequel est payé à un intérêt du marché.

Il ne s'est produit aucun transfert ni reclassement entre les différentes catégories d'investissements financiers de l'exercice.

La ventilation du poste des actifs financiers à coût amorti est la suivante :

	<b>2105</b>	<b>2014</b>
Clients	83.109,30	127.545,64
Détérioration de la valeur des crédits pour op. commerciales	(35.129,62)	(41.468,00)
Autres débiteurs (voir note 8)	82,99	80.574,15
<b>Total</b>	<b>48.062,67</b>	<b>166.651,79</b>

Le mouvement de la provision pour détérioration des crédits a été le suivant :

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Solde initial	41.468,00	53.654,50
Rétrocession provision	(19.657,50)	(27.620,00)
Dotation provision	13.319,12	15.433,50
<b>Solde final</b>	<b>35.129,62</b>	<b>41.468,00</b>

Au cours de l'exercice 2015, des soldes de clients d'exercices antérieurs provisionnés ont été enregistrés directement comme créances irrécouvrables, et ce pour un montant de 15.232,00 (10.656,50 euros en 2014.) ainsi que des soldes de clients d'exercices antérieurs non provisionnés pour un montant de 13.321,00 euros.

## 6. PASSIFS FINANCIERS

La valeur figurant dans les livres de chaque catégorie de passifs financiers est ventilée dans le tableau ci-après :

<b>Instruments financiers à court terme</b>		
<b>Classe</b>	<b>Dérivés et autres</b>	
<b>Catégorie</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Débits et autres postes à payer	12.055,75	10.749,08
<b>TOTAL</b>	<b>12.055,75</b>	<b>10.749,08</b>

Les dettes de l'Association se composent intégralement des postes englobés dans le poste «Créanciers divers et autres comptes à payer» et leur échéance aura lieu l'année suivant la clôture du présent exercice.

Information quant à la période moyenne de paiement aux fournisseurs.  
Disposition supplémentaire troisième. « Devoir d'information » de la Loi 15/2010,  
du 5 juillet.

	2015
	Jours
Période moyenne de paiement aux fournisseurs	-11,48
Taux des opérations payées	-11,29
Taux des opérations en attente de paiement	-12,81
	Montant (euros)
Total des paiements effectués	82.674,70
Total des paiements en attente	11.785,75

Il n'existe aucune dette ayant une garantie réelle.

Il n'a pas été concédé à l'Association de lignes de remise ni de polices de crédit.

Il n'existe pas de prêts en attente de paiement.

## 7. FONDS PROPRES

Voir le mouvement de l'exercice dans l'état des changements survenus dans le patrimoine net.

Il n'existe pas de débours en attente, de contributions qui ne soient pas en argent, ni de contributions reçues afin de compenser les pertes des exercices précédents.

Il n'existe aucune circonstance pouvant restreindre la disponibilité des réserves ou du poste du rémanent.

## 8. SUBVENTIONS, DONATIONS ET LEGS

Pendant le présent exercice, l'Association a reçu une subvention d'exploitation, dont la provenance et le montant sont indiqués ci-dessous :

- Mairie de Barcelone, pour un montant de 83.200 euros, reçue le 4 novembre 2015 (80.200 euros l'année 2014 encaissés le 2 février 2015)

Cette subvention a été concédée à la charge du budget de l'année 2015 de cette institution, toutes les conditions associées à cette subvention ayant été remplies au cours du présent exercice, avec les frais associés, raison pour laquelle elle a été portée au compte de résultats.

L'objet de cette subvention est d'aider à couvrir les frais courants de l'exercice.

## 9. SITUATION FISCALE

## 9.1. Impôts sur les bénéfices

L'Association remplit les conditions nécessaires pour faire partie du régime d'exemption fiscale des articles 109 et suivants de la Loi de l'Impôt sur les Sociétés, mais ne fait pas partie du régime fiscal de la Loi 49/2002, du 23 décembre.

Il a été procédé à l'ajustement à la base imposable, en tant que différences permanentes négatives, des recettes exemptées correspondant aux cotisations apportées par les associés et par les subventions destinées à l'exercice de l'objet social.

Il a été procédé à l'ajustement de la base imposable de l'impôt, en tant que différences permanentes, des revenus ainsi que des frais imputables aux activités exemptes.

Réconciliation du montant net des recettes et frais de l'exercice avec la base imposable de l'impôt sur les bénéfices

		Augmentations	Diminutions
Résultat comptable	110.684,78		
Impôt sur les sociétés		4,10	
Différences permanentes		182.664,50	293.337,00
Base imposable (résultat fiscal)	16,38		

Comme conséquence, entre autres, des différentes interprétations éventuelles de la législation en vigueur, il pourrait surgir des passifs supplémentaires en tant que résultat d'une inspection. De toute façon, les membres du Comité exécutif considèrent que ces passifs, s'ils se produisaient, n'affecteraient pas significativement les comptes annuels.

L'association maintient ouverts à l'inspection des autorités fiscales les quatre derniers exercices des principaux impôts qui lui sont applicables.

## 9.2 Autres impôts

Les montants qui figurent au passif du bilan de l'institution en attente de paiement au Ministère des Finances sont inclus dans le tableau suivant.

Instruments financiers à court terme		
Classe	Crédits dérivés et autres	
Catégorie	2015	2014
Débits et autres postes à payer	2.747,31	3.816,92
<b>TOTAL</b>	<b>2.747,31</b>	<b>3.816,92</b>

Ils correspondent principalement au montant en attente de paiement dû à la Sécurité sociale et au Ministère des Finances à titre de rétentions pour l'IRPF.

## **10. PROVISIONS À LONG ET COURT TERME**

L'intitulé provisions à long terme comprend une somme de 1.864 euros qui correspondent au montant de la paie extraordinaire de décembre 2012 qui aurait dû être versée au personnel de l'institution avant la fin de l'exercice, mais qui a été supprimée par l'article 2.1 du Décret-Loi royal 20/2012, du 13 juillet, sur les mesures à prendre pour garantir la stabilité budgétaire et encourager la compétitivité. L'article 2.4 de cette disposition prévoit que « les sommes résultant de la suppression de la paie extraordinaire et des paies supplémentaires de complément spécifique ou des paies supplémentaires équivalentes, conformément aux dispositions de cet article, seront destinées lors d'exercices futurs à des contributions aux plans de pensions ou contrats d'assurances collectifs incluant la couverture de l'éventualité de la retraite, contributions assujetties à ce que prévoit la Loi organique sur la Stabilité budgétaire et la Durabilité financière, dans les termes et avec la portée déterminés par les lois sur le budget correspondantes ». Par conséquent, étant donné qu'il s'agit d'un passif exigible certain, le montant mentionné a été imputé au compte « Frais de personnel de l'année 2012 » et au débit du compte de résultats imputé au compte « Provisions à long terme » du passif.

À la date du 20 décembre 2015, une partie de cette provision, pour un montant de 937,03 euros a été rendue effective. Par conséquent, nous avons un solde final de 926,97 euros qui s'inscrit dans l'intitulé frais de personnel à 31 décembre 2015.

La Loi 36/2014, du 26 décembre, des Budgets généraux de l'État pour l'année 2015 établit, dans sa disposition additionnelle douzième, paragraphe 1.1, que chaque administration publique, dans son domaine, pourra approuver le versement de montants au titre de la récupération de la paie extraordinaire et des paies additionnelles de complément spécifique ou paies additionnelles équivalentes. Dans le cas où l'organe compétent de la Mairie de Barcelone approuverait le versement de ces montants, le montant équivalent à verser sera celui que déterminera la disposition additionnelle douzième, paragraphe 1.2 de ladite loi.

## **11. RECETTES ET FRAIS**

### **11.1 Frais dérivés du fonctionnement de l'organe de direction**

Au cours des exercices 2015 et 2014, aucun frais de ce type n'a été accrédité.

### **11.2 Aides concédées et autres frais**

Aucune aide supplémentaire n'a été offerte pendant les exercices 2014 ni 2015.



### 11.3 Approvisionnements

Le montant de 7.319,82 euros qui figure au poste « Approvisionnements » du compte de résultats se compose intégralement du poste « Travaux réalisés par d'autres entreprises », qui correspond aux travaux facturés par des cabinets conseils extérieurs et des services administratifs. (15.773,69 euros en 2014)

### 11.4 Appointements, salaires et charges sociales

Ce poste comprend les frais suivants :

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Émoluments et salaires	30.268,00	26.096,00
Sécurité sociale entreprise	9.718,74	8.324,76
<b>TOTAL</b>	<b>39.986,74</b>	<b>34.420,76</b>

### 11.5 Services extérieurs

La ventilation du poste Compte de Résultat « Services Extérieurs » est la suivante :

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
626 Services bancaires et assimilés	1.242,34	1.319,76
629 Autres services	92.166,99	128.870,77
<b>Total</b>	<b>93.409,33</b>	<b>130.190,53</b>

Note : Sont inclus dans ces postes les frais portés destinés à l'aide aux réseaux territoriaux correspondant aux exercices 2015 et 2014.

### 11.6 Pertes, détérioration et variation des provisions destinées au fonctionnement des activités

Pendant l'exercice 2015, nous avons enregistré une variation négative nette pour détérioration des soldes à encaisser des clients d'un montant de 22.214,62 euros (voir note 5) (Variation positive nette de 1.530 euros en 2014).

### 11.7 Prestations de services dues à un échange

Le compte de résultats des exercices 2015 et 2014 ne comporte aucune opération de cette nature.

### 11.8 Autres résultats

Durant l'année 2015, il n'y a eu aucun type de revenu extraordinaire.

L'année 2014 avait vu des revenus extraordinaires pour un montant de 3.497,94 euros.

## 12 APPLICATION DES ÉLÉMENTS PATRIMONIAUX ET DES RECETTES À DES FINS PROPRES

## **12.1 Biens et droits de la dotation du fonds social**

Aucune dotation n'a été faite au fonds social.

## **12.2 Destination à des fins constitutives du pourcentage légalement prévu**

Conformément à l'article 333-2 de la Loi 4/2008 du Livre troisième du Code civil de la Catalogne, l'Association doit destiner au moins 70 % de ses revenus et autres recettes nettes annuelles obtenus à l'accomplissement des fins constitutives.

L'Association destine la totalité des revenus obtenus au cours de ses opérations à l'accomplissement de ses fins statutaires.

## **13. INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT**

L'Association respecte la réglementation sur l'environnement et l'amélioration de l'environnement, en appliquant les conditions qui lui sont exigées pour le développement de ses activités.

Il n'a pas été prévu de contingences, d'indemnisations ni d'autres risques à caractère environnemental pouvant affecter l'Association et pouvant exiger une provision.

## **14. OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES ENTRE ELLES**

À partir de l'exercice 2009, à la demande du Ministère de l'Économie et des Finances, et plus précisément de l'Intervention générale de l'Administration de l'État, bien que l'Association soit une organisation indépendante, étant donné qu'elle est financée de manière significative par la Mairie de Barcelone, elle fait partie du groupe d'entreprises et d'institutions municipales en ce qui concerne les contrôles économiques financiers.

Les opérations développées entre l'Association et le groupe d'entreprises intégrées par la Mairie de Barcelone pour le présent exercice ont été les suivantes :

- Convention de collaboration avec la Mairie de Barcelone : apport de 83.200euros (80.200 euros pour l'année 2014). Ce montant a été touché à la clôture de l'exercice. (Notes 5 et 8)
- Mairie de Barcelone : travaux d'impression pour une valeur de 3.706,11 euros TVA comprise (9.966,42 euros pour l'exercice 2014), et il reste à payer 512,35 euros de ce montant à la fermeture de l'exercice. (Aucune dépense de l'exercice 2014 ne reste à payer)

Pendant les exercices 2015 et 2014, ni le personnel de direction ni les membres de l'organe de direction de l'Association n'ont reçu de rétributions de l'Association.

Pendant les exercices 2015 et 2014, ni les membres de l'organe de direction ni le personnel de direction de l'Association n'ont reçu d'avances ni de concession de crédits, aucune obligation en matière de retraites n'a été contractée en leur faveur, aucune prime d'assurance sur la vie dont ils pourraient être les bénéficiaires ni aucune obligation pour leur compte à titre de garantie n'ont été assumées.

## 15. AUTRES INFORMATIONS

### 15.1 Personnel moyen

En moyenne, le nombre de personnes employées en 2015 et 2014 par l'Association figure sur la liste ci-après, réparti par catégories professionnelles et ventilé par sexes :

#### 2015

<b>Catégories professionnelles</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
• Techniciens	1,00	0,00	1,00
	1,00	0,00	1,00

#### 2014

<b>Catégories professionnelles</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
• Techniciens	1,00	0,00	1,00
	1,00	0,00	1,00

### 15.2 Changements dans la composition de l'organe de direction

Il ne s'est produit aucune modification dans la composition de l'organe de gouvernement au cours de l'exercice 2015. En 2014, les villes de Sorocaba et Santo André (Brésil), Medellín (Colombie), Porto (Portugal) et Changwon (République de Corée) s'étaient incorporées en tant que membres ordinaires et l'on avait enregistré le départ des villes de São Paulo (Brésil), Lyon (France) et Katowice (Pologne).

### 15.3 Autorisations du Comité exécutif

Aucune opération ayant exigé une autorisation du Protectorat des Fondations et Associations n'a été effectuée au cours de l'exercice 2014. Il n'existe pas non plus d'opérations de ce genre provenant d'exercices précédents.

#### **15.4 Honoraires des auditeurs**

Les frais d'audit résultant des honoraires dus pendant les exercices 2015 et 2014 aux sociétés PricewaterhouseCoopers Auditores, S.L. et Gabinete Técnico de Auditoría y Consultoría S.A. sont intégrés dans les coûts généraux d'audit de la Mairie de Barcelone.

#### **15.5 Faits ultérieurs**

Entre le 31 décembre 2015 et la date de présentation des comptes annuels, il ne s'est produit aucun fait ultérieur devant être signalé dans le mémoire.

### **16 INFORMATION SEGMENTÉE**

La presque totalité des recettes et des frais qui se sont produits pour l'activité consistent à offrir des services à ses membres, se composant intégralement de gouvernements locaux à l'échelle mondiale.